

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-86

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-86 (ex-article 122)

(décisions UEM dans les cas où les Etats membres bénéficiant d'une dérogation ne votent pas)

1. Les États membres, dont le Conseil n'a pas décidé qu'ils remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de l'euro, sont ci-après dénommés "États membres faisant l'objet d'une dérogation".

2. Les dispositions de la Constitution mentionnées ci-après ne s'appliquent pas aux États membres faisant l'objet d'une dérogation:

- a) ~~adoption des parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2)~~
- b) moyens contraignants de remédier aux déficits excessifs (article III-73, paragraphes 9 et 11)
- c) objectifs et missions du Système européen de banques centrales (article III-74, paragraphes 1, 2, 3 et 5)
- d) émission de l'euro (article III-75)
- e) actes de la Banque centrale européenne (article III-79)
- f) mesures relatives à l'usage de l'euro (article III-80)
- g) accords monétaires (article III-223)
- h) représentation extérieure de l'euro (article III-81)
- i) désignation des membres du directoire de la Banque centrale européenne (article III-82, paragraphe 2, point b).

Par conséquent, aux articles visés ci-dessus, on entend par "États membres" les États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation.

3. Les statuts du Système européen de banques centrales prévoient à leur chapitre IX que les États membres faisant l'objet d'une dérogation et leurs banques centrales nationales sont exclues des droits et obligations dans le cadre du Système européen de banques centrales.

4. Les droits de vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation sont suspendus lors de l'adoption par le Conseil des mesures

- a) visées aux articles énumérés au paragraphe 2 ;
- b) **relatives aux parties des grandes orientations des politiques économiques qui concernent la zone euro d'une façon générale (article III-68, paragraphe 2) ;**
- c) **relatives à la surveillance multilatérale des Etats membres de la zone euro (article III-68, paragraphe 4) :**
- d) **relatives aux déficits excessifs dans les Etats membres de la zone euro (article III-73, paragraphes 6, 7, 8 et 11)**
- e) **qui mettent fin à une dérogation à la participation d'un Etat membre à l'euro (article III-87, paragraphe 2)**

La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des représentants des États membres ne faisant pas l'objet d'une dérogation, représentant au moins trois-cinquièmes de la population de ceux-ci. L'unanimité de ces États membres est requise pour tout acte requérant l'unanimité.

Explication :

La nouvelle section 3 bis (art. III-85 bis à 85 quater) ne permet au Conseil que d'adopter des mesures additionnelles pour les États membres de la zone euro portant sur les orientations de la politique économique et la surveillance de celles-ci ainsi que sur les déficits excessifs. Lorsque, par exemple, le Conseil adopte une recommandation à l'égard d'un État membre de la zone euro parce que sa politique économique ne respecte pas les GOPE qui lui ont été adressées (article III-68, paragraphe 4), il ne s'agit pas d'une mesure additionnelle de surveillance, mais de la surveillance elle-même.

Il convient donc d'ajouter les articles eux-mêmes à la liste des mesures pour lesquelles le vote des États membres faisant l'objet d'une dérogation est suspendu. La décision mettant fin à cette dérogation doit également pouvoir être prise par au sein du Conseil par les seuls États membres de la zone euro. À défaut, des États non participant auraient la faculté de bloquer l'adhésion d'un nouveau membre à la zone euro.